



Webinaire : La Souveraineté Alimentaire et la Stratégie de la Ferme à la Table *Construire un modèle agricole plus équitable et plus juste dans l'UE*

7 juillet 2020, 15h00 - 17h00 CET | [Inscription ici](#)

Tout au long de l'actuelle pandémie de COVID-19, de nombreuses critiques ont été formulées sur la manière dont le modèle néolibéral de mondialisation des entreprises a affecté la capacité de production dans des secteurs stratégiques tels que la santé et l'alimentation. En ce qui concerne le secteur de la santé, la majorité des citoyens européens considère évident que nous devons repenser les politiques en matière de santé, en nous éloignant d'une idéologie axée sur le profit, afin de reconstruire la capacité de production interne et réduire la dépendance vis-à-vis du commerce international. Cela ne sera bien sûr possible que si les décideurs réécrivent les règles et réglementations régissant le commerce international et interrégional dans ce secteur, en considérant la santé comme un droit et non comme une marchandise.

Mais qu'en est-il du secteur alimentaire et agricole ?

Du point de vue des petit.e.s et moyen.ne.s agriculteur.rice.s et des travailleur.se.s agricoles, les politiques commerciales et agricoles néo-libérales de l'Europe ont de nombreuses conséquences négatives : des prix plus volatiles qui empêchent les agriculteurs familiaux de gagner dignement leur vie ; la réduction extrême du nombre d'agriculteur.rice.s ; la concentration des terres entre les mains de quelques-uns ; le vieillissement de la population agricole, la perte de terres agricoles ; la dégradation rapide des sols et des écosystèmes ainsi que la violation structurelle des droits des travailleur.se.s agricoles, tels que reconnus par la [Déclaration des Nations unies pour les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales \(UNDROP\)](#). Mais pour l'industrie alimentaire et les négociants, en particulier pour les grandes entreprises alimentaires, cela s'est traduit par une augmentation de leurs bénéfices.

Toutefois, ces entreprises agricoles industrielles sont en grande partie responsables de certains des principaux problèmes auxquels la société est confrontée aujourd'hui. La crise pandémique actuelle a permis de mettre en exergue la façon dont les systèmes de production de masse délocalisés sous-jacents provoquent et/ou exacerbent les crises économiques, climatiques et environnementales qui touchent aujourd'hui les citoyen.ne.s, en particulier les petit.e.s exploitant.e.s agricoles et la population rurale. Ce constat a ouvert un débat dans toute l'Europe sur la manière dont nous devrions repenser nos secteurs essentiels.

Malgré les preuves scientifiques et académiques de plus en plus nombreuses montrant que le système actuel ne fonctionne pas, certains préfèrent continuer à défendre le modèle agricole néo-libéral, en proposant des solutions technologiques pour résoudre des problèmes sociétaux, politiques et économiques qui sont en réalité bien plus complexes. D'autres poussent à plus d'autoritarisme et d'intérêts autocentrés. Cependant, ce n'est pas en cherchant des solutions à ces lacunes dans la zone de confort actuelle de la société que nous mettrons fin à ces problèmes majeurs.

C'est dans ce contexte que l'UE réforme actuellement sa politique agricole commune et développe le « Green Deal », notamment la stratégie « de la ferme à la table » (F2F), qui se concentre spécifiquement sur les secteurs alimentaire et agricole. Le 27 mai, la Commission européenne a proposé un plan de relance de 750 milliards d'euros pour relancer l'économie après la pandémie de COVID 19. En principe, il s'agit là d'un signe de bonne volonté. Toutefois, en relançant simultanément les négociations commerciales qui poussent à une plus grande libéralisation et à la délocalisation de l'agriculture, l'UE fait preuve d'un manque d'engagement pour mettre réellement en œuvre ses objectifs et opérer un véritable changement.

La Coordination européenne Via Campesina (ECVC), seule organisation européenne qui représente les petit.e.s et moyen.ne.s agriculteur.rice.s, les paysan.ne.s et les travailleur.se.s agricoles, ainsi que ses alliés, considère qu'il est temps de relancer un projet politique différent pour les systèmes agricoles de l'UE : *la souveraineté alimentaire*. Ce projet a le potentiel de garantir une alimentation de qualité aux citoyen.ne.s européen.ne.s, d'inverser la tendance à la disparition des exploitations agricoles européennes, de soutenir les nouveaux agriculteurs et les méthodes agricoles fondées sur l'agroécologie, de veiller à ce que les agriculteur.rice.s puissent vivre de leur production, et à ce que les travailleur.se.s agricoles soient protégé.e.s. Il permettra également aux citoyen.ne.s européen.ne.s, tant urbain.e.s que ruraux, de prendre le contrôle de leur système d'approvisionnement alimentaire, en s'attaquant aux obstacles sociaux, économiques et logistiques qui ont, jusqu'à présent, permis à l'agriculture industrielle de prospérer.

Souvent mal interprétée, à tort appelée sécurité alimentaire ou suffisance alimentaire, ce webinaire expliquera ce qu'est la *souveraineté alimentaire*, telle que développée par les mouvements sociaux, et ce en quoi elle consiste concrètement.

Ce webinaire sera également l'occasion d'explorer le potentiel de la *souveraineté alimentaire* pour remodeler les politiques agricoles, alimentaires et commerciales de l'UE dans le cadre de la stratégie F2F, grâce à un dialogue avec **le commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski** et en considérant le rôle de toutes les institutions européennes actuellement impliquées dans ces travaux. L'inscription est obligatoire. [Cliquez ici pour vous inscrire](#). Les inscriptions se terminent le 2 juillet.

Pour plus d'informations :

- ✓ [Voir ici la publication d'ECVC sur la souveraineté alimentaire en Europe](#)
- ✓ Voir l'article académique, [L'importance de la souveraineté alimentaire pour la stratégie de la ferme à la table et le New Green Deal](#)
- ✓ [Voir la réponse collective de divers académiciens pour la souveraineté alimentaire à la publication de la stratégie de l'UE De la Ferme à la Table](#)
- ✓ [Lire la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans \(UNDROP\), disponible dans les différentes langues des Nations Unies](#)

Ordre du jour

15:00-15:15 Accueil et introduction par la Coordination Européenne Via Campesina

15:15-16:00 Les voix des paysans et des mouvements sociaux

- *Ce que signifie concrètement la souveraineté alimentaire dans le contexte européen, notamment le débat actuel sur la stratégie « de la ferme à la table », la politique commerciale de l'UE et la réforme de la Politique Agricole Commune*, par **Geneviève Savigny**, agricultrice du Sud de la France et représentante de la Coordination européenne Via Campesina
- *Les systèmes alimentaires au cœur de la société*, par un membre du **Réseau Nyéléni Europe et Asie centrale pour la souveraineté alimentaire** ([Nyéléni ECA](#))
- *L'importance de la souveraineté alimentaire pour la stratégie « de la ferme à la table » et le « New Green Deal »*, par **Jessica Duncan**, Professeur associé, Groupe de sociologie rurale, Université de Wageningen

16:00-17:00 Table ronde de réactions et session de questions-réponses avec le Commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski

L'interprétation simultanée sera assurée en anglais, français et espagnol.

Pour toute autre information ou si vous rencontrez des problèmes lors de votre inscription, veuillez écrire à info@eurovia.org